Ouvertures

Lobbying lourd des firmes en Europe

Nombre de décisions ayant un impact sur le quotidien des personnes vivant en Europe sont prises par les institutions européennes. Une étude réalisée par l'association Corporate Europe Observatory (CEO) dans le domaine pharmaceutique révèle une activité de lobbying intense et multiforme des firmes sur ces institutions (1).

Des dizaines de millions d'euros pour le lobbying. Selon cette étude, réalisée notamment à partir du "registre de transparence" européen, les firmes pharmaceutiques, leurs syndicats, et les 10 principales agences de lobbying ayant les firmes pour clients, ont déclaré des dépenses de lobbying de près de 40 millions d'euros en 2014 (1). 40 firmes pharmaceutiques ont déclaré 23 millions d'euros d'activité de lobbying.

C'est considérablement plus que les sommes déclarées par les organisations non gouvernementales ayant une activité dans le domaine du médicament et de la santé publique (2,7 millions d'euros) (1).

De multiples contacts, en permanence. Ces 40 firmes pharmaceutiques déclarent disposer de 108 lobbyistes à temps plein, dont 89 personnes ayant un droit d'accès permanent au Parlement européen. En outre, 18 syndicats de firmes ont déclaré 68 lobbyistes à temps plein, dont 24 ayant un droit d'accès permanent au Parlement européen (1).

Ainsi, la firme GlaxoSmithKline a rencontré une fois la Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME et 14 fois la Direction générale de la recherche et de l'innovation, en 5 mois, au moment des débuts de la nouvelle Commission Juncker (1).

De plus, des salariés des firmes participent à des groupes d'experts de la Commission, où se dessine la politique européenne, parfois au motif contestable de leur "compétence personnelle" (1).

Par ailleurs, l'association CEO souligne que les associations de patients les plus souvent au contact des institutions européennes, telles European Patients' Forum et Eurordis (European organisation for rare diseases), sont en partie financées par les firmes (1).

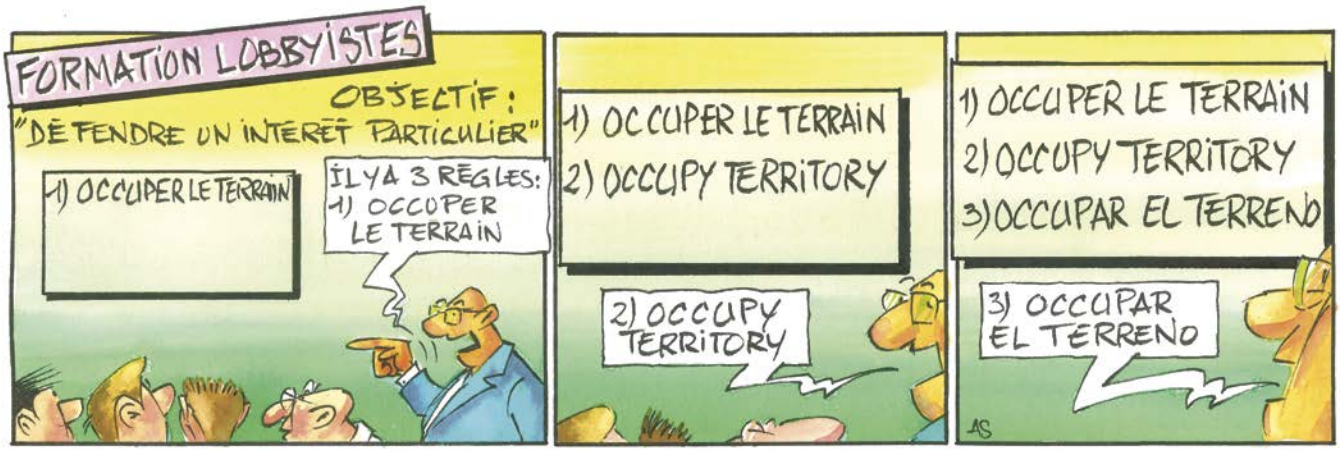
Déséquilibre démocratique. Selon les institutions européennes, « *Les citoyens peuvent, et même doivent, attendre du processus décisionnel de l'UE qu'il soit aussi transparent et ouvert que possible. Plus le processus est ouvert, plus il est facile d'assurer une représentation équilibrée et d'éviter les pressions excessives et l'accès illégitime ou privilégié aux informations et aux décideurs politiques* » (2).

Le registre de transparence, où apparaissent les activités de lobbying auprès des institutions européennes, montre que nous sommes, en 2016, encore loin du compte en termes de service rendu aux citoyens.

©Prescrire

Extraits de la veille documentaire Prescrire.

1- Corporate Europe Observatory "Policy prescriptions. The power of the EU pharmaceutical lobby and implications of public health" 2015 : 44 pages.
2- "Registre de transparence". Site http://ec.europa.eu/transparencyregister/ consulté le 10 décembre 2015.



Téléchargé sur prescrire.org le 01/05/2024
Copyright(c)Prescrire. Usage personnel exclusivement